



**Assemblée générale
Conseil économique et
social**

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/183
E/1997/74
18 juin 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-deuxième session
Point 104 de la liste préliminaire*
DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES
QUESTIONS RELATIVES À LA SITUATION
SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES,
AUX PERSONNES ÂGÉES, AUX HANDICAPÉS
ET À LA FAMILLE

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
Session de fond de 1997
Genève, 30 juin-25 juillet 1997
Point 7 c) de l'ordre du jour
provisoire**
RAPPORTS, CONCLUSIONS ET
RECOMMANDATIONS DES ORGANES
SUBSIDIAIRES : QUESTIONS
SOCIALES

L'éducation pour tous : actions menées pour
réaliser les objectifs

Rapport d'activité présenté par le Secrétaire général
de l'ONU et le Directeur général de l'UNESCO

L'Assemblée générale trouvera ci-après le rapport qu'elle a demandé dans sa résolution 50/143 du 21 décembre 1995. À la suite de ce rapport figurent, comme l'avait également demandé l'Assemblée, les conclusions et recommandations adoptées à l'issue de la réunion que le Forum international consultatif sur l'éducation pour tous a tenue du 16 au 19 juin 1996 à Amman pour faire le point au milieu de la décennie (voir annexe).

* A/52/50.

** E/1997/100.

INTRODUCTION

"L'émancipation de la personne passe par l'éducation. Celle-ci est la clef qui permet d'établir et de renforcer la démocratie; elle ouvre la voie d'un développement durable à visage humain et d'une paix fondée sur la tolérance et la justice sociale. Dans un monde où la créativité et les connaissances jouent un rôle toujours plus important, le droit à l'éducation est tout simplement le droit pour chacune et chacun de participer pleinement à la vie du monde moderne."

1. En posant cette définition, la Réaffirmation d'Amman, adoptée le 19 juin 1996 par le Forum international consultatif sur l'éducation pour tous à l'issue de la réunion organisée pour faire le point au milieu de la décennie de l'alphabétisation, met d'emblée en lumière les raisons pour lesquelles l'instruction est aujourd'hui l'un des grands sujets d'attention partout dans le monde et l'une des priorités de l'ONU, de ses institutions spécialisées et de tous ceux qui collaborent avec le réseau des Nations Unies.

2. C'était la troisième fois que le Forum tenait une réunion mondiale depuis qu'il a été établi pour observer la suite donnée aux prescriptions de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous : Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, qui s'est déroulée à Jomtien (Thaïlande) du 5 au 9 mars 1990. De cette conférence, qui a été l'un des grands jalons de l'Année internationale de l'alphabétisation, est issue une Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous qui, avec le Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, établi parallèlement¹, guide depuis le début de la décennie la communauté internationale et les pays individuellement dans les actions à entreprendre pour améliorer l'instruction de base et la répandre, actions revêtant des modalités diverses mais qui visent toutes à permettre aux individus d'acquérir les connaissances élémentaires indispensables. Le programme du Forum (lequel a son secrétariat au siège de l'UNESCO à Paris et dont le budget de fonctionnement est financé par un groupe d'organismes multilatéraux et bilatéraux) est établi par un comité directeur international.

3. Le Forum a coordonné en 1995 et 1996 les bilans que les pays, partout dans le monde, devaient faire individuellement au milieu des années 90 pour déterminer les réussites et les échecs de tous les plans et mesures qu'ils avaient entrepris d'appliquer dans le domaine de l'enseignement. Ce bilan mondial était aussi appuyé sur les données des rapports annuels présentés à l'UNESCO, une vingtaine d'études de pays, une enquête sur les conditions dans les écoles d'un certain nombre de pays jugés représentatifs des moins développés, une analyse des principales sources de financement institutionnelles et les rapports présentés par d'importants groupements non gouvernementaux s'occupant de l'éducation de base.

4. Les éléments d'information recueillis alors ont donné un aperçu d'ensemble, quoique partiel, des progrès réalisés depuis la Conférence de Jomtien et des failles de l'effort. On n'a retenu ici que quelques-uns des aspects les plus caractéristiques de cette situation générale, sans tenir compte des exceptions ni des différences pouvant exister entre les pays ou à l'intérieur d'un même pays. La Réaffirmation d'Amman, qui apporte un supplément de renseignements et

dans laquelle sont résumées les conclusions et recommandations du Forum, figure en annexe.

Progrès réalisés dans les années 90

5. Le nombre d'adultes alphabétisés, en chiffres absolus et proportionnellement, n'a cessé d'augmenter dans le monde depuis 1990; c'est ainsi qu'en 1995 on pouvait constater que 77 % des individus de plus de 15 ans savaient lire et écrire. La proportion de femmes dans ce groupe a légèrement augmenté, passant de 68,7 % en 1990 à 71,2 % en 1995. Mais on dénombrait 4 millions de femmes de plus, parmi les quelque 885 millions d'adultes analphabètes (ce dernier chiffre est resté à peu près stable pendant ces cinq années), de sorte qu'il y a maintenant dans le monde près de deux fois plus de femmes analphabètes que d'hommes.

6. L'avancée de l'enseignement primaire permet de prévoir qu'il y aura de plus en plus d'adultes alphabétisés, en nombre absolu et proportionnellement. Partout dans le monde en développement, le nombre d'enfants inscrits à l'école primaire a nettement augmenté, atteignant 545 millions en 1995, soit près de 50 millions de plus qu'en 1990, ce qui représente deux fois l'accroissement enregistré dans les années 80; la croissance scolaire étant supérieure à la croissance démographique, les taux nets de scolarisation ont continué d'augmenter : en 1995, près de quatre enfants de 6 à 11 ans sur cinq étaient scolarisés et le nombre de ceux qui ne l'étaient pas était tombé de 128 millions en 1990 à 110 millions.

7. Plusieurs autres éléments encourageants se sont dégagés du bilan de 1995 et 1996. La plupart des pays en développement ont indiqué qu'à partir de 1990, ils ont davantage considéré comme une priorité la généralisation et l'amélioration de l'instruction de base, veillant à la qualité de l'enseignement primaire, s'attachant à combler l'écart entre les zones urbaines et les campagnes et à assurer la scolarisation des filles tout autant que celle des garçons et décourageant l'abandon scolaire. Il semble aussi que les programmes d'éveil s'adressant aux enfants en bas âge soient devenus un peu plus nombreux : selon les estimations, quelque 450 millions d'enfants en bénéficieraient dans le monde en développement, soit à peu près un enfant sur cinq dans le groupe des 3 à 6 ans.

Lacunes, difficultés persistantes, problèmes nouveaux

8. Les progrès ont été inégaux, que ce soit à l'intérieur des pays, d'un pays à l'autre, ou selon que l'on considère tel ou tel objectif fixé dans le Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux adopté à Jomtien et qui reste pour la communauté internationale le principal élément de référence. Le Forum d'Amman a insisté, comme l'avait fait la Conférence, sur la nécessité d'assurer l'instruction des filles aussi bien que celle des garçons, tout en constatant que les progrès en ce sens ont été extrêmement lents et qu'il est impératif de combler les vastes lacunes qui subsistent. On a aussi constaté qu'au lieu de la généralisation de l'instruction de base, qui avait été le grand projet de la Conférence, les pays se sont souvent contentés de scolariser davantage d'enfants, ce qui est certes indispensable mais ne constitue qu'une mesure parmi toutes les autres qui sont nécessaires pour que l'on puisse

vraiment parler d'instruction universelle. Le Forum a relevé que l'on accorde relativement peu d'attention et de moyens matériels aux programmes d'alphabetisation hors cadre scolaire et autres programmes destinés à donner une instruction de base aux jeunes et aux adultes, et que les services conçus pour assurer le soin ordinaire des enfants en bas âge ou favoriser leur épanouissement, même si on s'en préoccupe davantage aujourd'hui, restent tout de même très peu développés et très insuffisamment financés dans beaucoup de pays.

9. Le Forum a recensé les difficultés persistantes et les nouveaux problèmes que les pays doivent surmonter pour généraliser l'instruction de base. Ces obstacles sont brièvement rappelés dans la Réaffirmation d'Amman qui figure en annexe. En concluant ses travaux, le Forum a souligné qu'il fallait progresser plus vite et il a engagé les gouvernements à fixer des objectifs et des calendriers précis avec la ferme volonté de les respecter.

CONCLUSION

10. Le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de l'UNESCO constatent de fait que partout dans le monde, les gouvernements s'emploient avec détermination à généraliser l'instruction, conformément à l'engagement pris par la communauté internationale au début des années 90. Ils sont soutenus en cela par les organismes des Nations Unies et tous ceux qui collaborent avec eux, notamment de nombreuses organisations non gouvernementales ou communautaires, des organismes de recherche, des organes de la presse écrite et audio-visuelle, des entreprises privées, ou encore des programmes bilatéraux ou multilatéraux d'assistance au développement. Cet impressionnant concours de volontés et les progrès accomplis jusqu'à présent ne peuvent qu'encourager grandement à multiplier les efforts à tous les niveaux pour que dans chaque pays, les individus de tout âge puissent acquérir effectivement le savoir élémentaire dont ils ont besoin. Le Forum d'Amman a réaffirmé qu'il faut universaliser l'instruction et constaté au milieu de cette décennie de la lutte contre l'analphabétisme qu'il est possible d'y parvenir. C'est aux États Membres, individuellement et collectivement, qu'il appartient maintenant de mener jusqu'à son terme ce grand dessein qui marquera un jalon dans l'histoire.

Notes

¹ Voir Rapport final de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous : Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, Jomtien (Thaïlande), 5-9 mars 1990, Commission interinstitutions pour la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, New York, 1990.

ANNEXE

[Original : anglais, arabe,
chinois, espagnol,
français]

Réaffirmation d'Amman, adoptée par le Forum international
consultatif sur l'éducation pour tous lors de sa réunion
de la mi-décennie

(Amman, 16-19 juin 1996)

L'émancipation de la personne passe par l'éducation. Celle-ci est la clef qui permet d'établir et de renforcer la démocratie; elle ouvre la voie d'un développement durable à visage humain et d'une paix fondée sur la tolérance et la justice sociale. Dans un monde où la créativité et les connaissances jouent un rôle toujours plus important, le droit à l'éducation est tout simplement le droit pour chacune et chacun de participer pleinement à la vie du monde moderne.

Consciente de l'importance et du potentiel de l'éducation, la communauté internationale s'est engagée lors de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, réunie à Jomtien (Thaïlande) en mars 1990, à répondre aux besoins en matière d'éducation de base pour tous. Au cours des années qui ont suivi, les nations du monde entier ont, à l'occasion de diverses conférences mondiales, réaffirmé l'importance cruciale de l'éducation de base pour tous les aspects du développement : la défense de l'environnement, le contrôle de la croissance démographique, la lutte contre la pauvreté, la promotion du développement social et l'instauration de l'égalité entre les sexes. Si nous sommes aujourd'hui réunis à Amman, en Jordanie, à la gracieuse invitation de S. M. le Roi Hussein Bin Talal, c'est pour faire le point des progrès accomplis dans la poursuite des objectifs établis à Jomtien et, surtout, pour trouver les moyens de résoudre les problèmes qui persistent tout en faisant face aux nouveaux défis à relever afin d'assurer l'éducation pour tous.

Les progrès accomplis

Six ans après l'adoption de la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, d'incontestables progrès ont été accomplis dans le domaine de l'éducation de base, même s'ils ne sont pas aussi universels ni aussi importants que nous l'avions espéré. On enregistre ainsi une nette progression des inscriptions dans l'enseignement primaire, avec quelque 50 millions d'enfants scolarisés de plus qu'il y a six ans. Le nombre des enfants non scolarisés, en augmentation constante depuis des dizaines d'années, commence à diminuer : celui des enfants en âge de fréquenter l'école primaire a baissé de 20 millions par rapport à 1990. Ces progrès sont dus aux efforts déployés de concert par les gouvernements et des nations en vue de développer les possibilités d'éducation pour tous. De nouvelles alliances ont été scellées, de nouvelles ressources exploitées et des idées et énergies nouvelles mises au service de la recherche des moyens de faire de l'éducation pour tous une réalité.

Parallèlement à ces progrès quantitatifs, on se préoccupe de plus en plus des aspects qualitatifs de l'éducation. En effet, si l'éducation dispensée n'est pas adaptée aux besoins réels des bénéficiaires, si elle ne les prépare pas à acquérir les techniques d'apprentissage et les nouveaux savoirs dont ils

auront besoin dans l'avenir, et si l'on ne fait pas d'effort pour améliorer les acquis de l'apprentissage, le simple fait d'accéder à l'école risque de ne pas répondre aux buts recherchés et de ne pas apporter des bénéfices attendus. Fort heureusement, dans plusieurs pays, une réflexion approfondie sur le sujet et la volonté d'innover ont préparé le terrain, ce qui permet d'escompter d'importantes avancées dans les années à venir.

On ne peut ignorer que les forces du progrès sont à l'oeuvre dans toutes les régions du monde : en témoignent le dynamisme nouveau avec lequel l'Afrique s'efforce, dans des circonstances difficiles, d'inverser les tendances négatives des dix dernières années; les efforts méritoires des pays de l'Asie du Sud pour faire accéder des centaines de millions de personnes à l'éducation de base; l'appui politique croissant dont bénéficie l'éducation pour tous dans les États arabes, où elle est de plus en plus perçue comme le meilleur moyen de préparer la population aux défis et aux incertitudes de l'avenir; enfin, les mesures prises dans d'autres régions du monde pour préserver, maintenir et renforcer les résultats acquis depuis Jomtien.

Les insuffisances

Mais si les résultats acquis depuis six ans autorisent un certain optimisme, ils ne laissent aucune place à la complaisance. Pour persister dans la bonne voie, une action encore plus résolue et concertée s'impose, fondée sur une information adéquate, des recherches solides et une analyse minutieuse en vue d'atteindre des objectifs clairement énoncés.

La Conférence de Jomtien avait insisté tout particulièrement sur l'urgente nécessité de réduire l'inégalité entre les sexes en matière d'éducation, d'abord par simple souci d'équité et ensuite parce que c'est le moyen le plus efficace de répondre à la pression démographique et de promouvoir le développement. Pourtant, les progrès dans ce sens sont terriblement lents et il reste encore beaucoup à faire.

Par ailleurs, la conception élargie de l'éducation de base adoptée à Jomtien a trop souvent été réduite à la simple recherche d'une augmentation du nombre des enfants scolarisés : c'est sans doute là une étape essentielle, mais qui ne constitue que l'un des aspects d'une politique globale d'éducation pour tous.

S'il est de plus en plus largement admis que l'éducation et les activités d'éveil de la petite enfance ont un potentiel énorme et un rôle particulier à jouer dans le développement de capacités d'apprentissage des enfants, leur bien-être et leur épanouissement en général, nombreux sont les pays où ce secteur de l'éducation fait encore figure de parent pauvre et demeure gravement sous-développé.

L'alphabétisation extrascolaire et les programmes d'éducation des adolescents et des adultes souffrent du même manque de moyens. On compte encore 900 millions d'adultes analphabètes dans le monde, dont près des deux tiers sont des femmes. Dans n'importe quelle société, c'est avant tout du niveau d'éducation et d'alphabétisme des parents que dépendent les chances de réussite scolaire des enfants. Investir dans l'alphabétisation et l'éducation des adultes, c'est donc investir pour l'éducation de la famille tout entière.

On constate par ailleurs une tendance à se laisser obnubiler par l'éducation de base au point de méconnaître ses indispensables articulations avec les enseignements secondaire et universitaire, ainsi qu'avec la formation du corps enseignant et le développement des formations techniques et professionnelles. La Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous se voulait pourtant un instrument d'émancipation entièrement ouvert, proposant des minimums à atteindre sans énoncer la moindre limite.

Le chemin à parcourir

Un regard prospectif sur la fin de ce siècle et les années qui suivront révèle que les responsables de chaque pays doivent se charger d'accélérer la progression vers l'éducation pour tous, en définissant des objectifs concrets assortis d'un calendrier précis.

Les institutions internationales et les donateurs doivent aussi jouer pleinement leur rôle en tant que partenaires du mouvement en faveur de l'éducation pour tous, en appuyant les efforts nationaux par une aide internationale nettement plus importante, une meilleure coordination et une plus grande sensibilité aux priorités de chaque pays.

Tous les partenaires engagés au service de l'éducation pour tous doivent apprendre à mobiliser de nouvelles ressources ainsi qu'à utiliser plus efficacement celles dont ils disposent déjà. Dans l'effort en faveur de l'éducation pour tous, la réaffirmation de la volonté politique, la mobilisation de ressources financières et matérielles accrues et une gestion améliorée sont autant d'éléments essentiels.

Les nouveaux défis

À la lumière de l'évolution intervenue depuis six ans, il est devenu indispensable de revoir nos objectifs et d'ajouter de nouveaux domaines et moyens d'action à ceux figurant dans la Déclaration de Jomtien. Ainsi :

- Face à la tendance persistante au brassage des sociétés et à la globalisation de l'économie, nous devons mettre l'accent sur des formes d'apprentissage et de réflexion critique qui permettront à chaque individu de comprendre un environnement en évolution, de créer de nouveaux savoirs et de façonner son propre destin. Nous devons réagir à ces nouveaux défis en encourageant l'apprentissage dans tous les domaines de la vie, par l'intermédiaire de toutes les institutions sociales, c'est-à-dire, en dernière analyse, en créant des conditions telles que la vie elle-même devienne un apprentissage permanent;
- La réalité de plus en plus évidente et acceptée du pluralisme culturel et de la diversité sociale impose l'intégration dans l'éducation de base des réalités locales et d'un apprentissage transculturel et la reconnaissance du rôle essentiel de la langue maternelle dans la phase initiale de l'éducation;
- Pour enrayer l'escalade de la violence causée par l'aggravation des tensions ethniques et d'autres sources de conflit, nous devons veiller à ce que l'éducation renforce le respect mutuel, la cohésion sociale et la démocratie; nous devons apprendre à utiliser l'éducation comme

moyen d'empêcher les conflits ou, lorsqu'une crise éclate, comme instrument privilégié pour contribuer à restaurer l'espoir et la stabilité et guérir les blessures causées par les affrontements;

- Le problème de l'endettement, les restrictions apportées aux dépenses sociales et le gaspillage persistant que constituent les dépenses d'armement nécessitent l'adoption de mesures destinées à alléger le fardeau de la dette, notamment par des conversions de créances en actifs, des politiques d'investissements porteurs d'avenir dans le potentiel humain, et des réformes du système économique international qui offrent aux pays pauvres la possibilité d'occuper dans le monde la place qui devrait leur revenir;
- Compte tenu du nombre croissant de jeunes en difficulté, souvent marginalisés et réduits au chômage, nous devons explorer les moyens de dispenser une éducation mieux adaptée à la fois à la réalité immédiate à laquelle est confrontée cette jeunesse et à l'évolution d'un monde où l'acquisition des techniques d'apprentissage de base devient de plus en plus essentielle.

Les défis persistants

Tout en centrant notre attention sur ces nouvelles réalités et ces nouveaux défis, nous devons persévérer dans nos efforts en vue d'atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous :

- La priorité des priorités doit demeurer l'éducation des femmes et des filles, ce qui suppose notamment que l'on dresse l'inventaire des approches et des programmes les plus efficaces pour pouvoir les reproduire et en étendre la portée. Il ne peut y avoir de progrès durable en matière d'éducation de base tant que l'écart entre les sexes ne sera pas comblé;
- La formation, le statut et la motivation des enseignants restent au coeur des préoccupations relatives à l'éducation. Il convient certes d'utiliser mieux et plus largement les nouvelles technologies et les médias, mais ces auxiliaires ne sauraient en aucun cas remplacer les enseignants dans leur rôle essentiel d'organiseurs du processus d'enseignement, de guides et d'exemples pour les jeunes;
- Entendu au sens le plus large, c'est-à-dire comme synonyme de "société d'apprentissage", l'éducation pour tous attribue aux parents, aux familles et à la communauté le rôle qui leur revient en tant que premiers éducateurs des enfants. L'apprentissage comme l'enseignement commencent à la naissance et se poursuivent tout au long de l'existence de chaque personne dans le cadre du travail, de la vie quotidienne et des échanges d'idées et de valeurs transmises par la parole et par l'exemple;
- L'objectif de l'éducation pour tous ne pourra être réalisé qu'au sein d'un partenariat élargi, cimenté par une communauté d'intentions. Il est indispensable de maintenir cet esprit de partenariat et de l'étendre à toutes les composantes de la société : parlements, organes religieux, associations bénévoles et communautaires, milieux

d'affaires, médias, etc. L'éducation pour tous repose sur la foi dans l'efficacité des partenariats et sur la conviction que dans ce "village planétaire", nous n'avons pas d'autre choix que de partager pleinement les réussites comme les épreuves des autres peuples et des autres pays. Dans notre combat pour l'éducation pour tous, il est indispensable de préserver et de développer cet esprit de solidarité;

- L'utilisation efficiente et efficace des ressources demeure indispensable pour faire progresser l'éducation pour tous. Cela passe par une gestion plus efficiente des systèmes d'éducation, des partenariats plus efficaces, une exploitation plus systématique de la recherche et de l'expérimentation et l'élaboration de systèmes fiables d'information d'évaluation;
- Bien que le droit à l'éducation ait été réaffirmé avec force du fait de la ratification quasi universelle de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, on compte encore à ce jour plus de 100 millions d'enfants qui n'ont pas accès à l'école. C'est pourquoi il faut adopter de toute urgence de nouvelles approches et de nouvelles stratégies qui permettent à tous, y compris aux pauvres, aux isolés et à ceux qui ont des besoins spéciaux d'accéder à une éducation de qualité. Cela suppose un effort dans toutes les directions adapté aux besoins précis des populations concernées et faisant appel aux meilleures compétences et aux meilleures technologies disponibles.

Renouvellement de notre engagement

Voilà six ans, la communauté internationale affirmait à Jomtien la nécessité et la possibilité de faire de l'éducation pour tous une réalité. Aujourd'hui, les participants à l'évaluation à la mi-décennie de l'éducation pour tous, considérant l'expérience et les connaissances acquises au cours des années écoulées, tiennent à réaffirmer cette nécessité et cette possibilité ainsi que leur détermination sans faille à poursuivre cette entreprise essentielle qui vise à offrir à tous les bénéficiaires de l'éducation.
